

Commission de l'Énergie, de
l'Environnement et du Climat

du

MARDI 25 AVRIL 2023

Après-midi

Commissie voor Energie,
Leefmilieu en Klimaat

van

DINSDAG 25 APRIL 2023

Namiddag

Le développement des questions et interpellations commence à 14 h 36. La réunion est présidée par Mme Séverine de Laveleye.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 14.36 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Séverine de Laveleye.

01 Question de Daniel Senesael à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La proposition de restriction de l'utilisation des PFAS au titre de REACH" (55034212C)

01 Vraag van Daniel Senesael aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "Het voorstel om het gebruik van PFAS te beperken overeenkomstig de REACH-verordening" (55034212C)

01.01 Daniel Senesael (PS): Madame la présidente, madame la ministre, le 13 janvier 2023, la Commission européenne et plusieurs États membres ont transmis à l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) une proposition de restriction de l'utilisation des PFAS au niveau européen - ces substances chimiques nocives omniprésentes dans notre quotidien, dans l'environnement et nos produits de consommation.

Cette proposition a été présentée le 7 février. Concrètement, elle consiste en une interdiction de l'utilisation, l'importation et la mise sur le marché de plus de 10 000 types de PFAS. Selon les auteurs du texte, environ 4,4 millions de tonnes de PFAS pourraient être émises dans l'environnement lors des 30 prochaines années en Europe.

Cancer, diabète, obésité, affaiblissement du système immunitaire comptent parmi les pathologies associées à ces substances. Le coût annuel de l'exposition aux PFAS pour la santé publique est estimé entre 52 et 84 milliards d'euros au sein de l'Union européenne.

Madame la ministre, de manière générale, pouvons-nous avoir votre retour sur cette proposition? Nous imaginons évidemment - vu l'ampleur du dossier - que vos services n'ont pas encore pu fournir une analyse approfondie, mais est-il prévu qu'une position belge soit établie avant que le dossier fasse l'objet d'une consultation publique et transmis à la Commission européenne?

Le texte présente une série de dérogations à l'interdiction des PFAS, des dérogations limitées entre 5 et 12 ans - sans compter les 18 mois accordés aux entreprises pour se préparer à l'interdiction - ou illimitées dans le temps qui ne portent pas sur un type de PFAS particulier mais plutôt sur l'utilisation de ces substances prises en tant que groupe.

Pouvons-nous dès à présent connaître votre analyse de ces dérogations? L'une d'entre elles concerne les matériaux et emballages en contact avec des denrées alimentaires destinées à la production industrielle et professionnelle de denrées alimentaires.

Vous le savez, le Parlement a adopté l'une de nos propositions demandant au gouvernement d'interdire les PFAS dans les emballages alimentaires en Belgique - l'une des principales sources d'exposition. Si une telle mesure n'était pas proposée au niveau européen, compte tenu de la dérogation que je viens d'évoquer qui inclut de tels emballages alimentaires, envisagez-vous de défendre une interdiction nationale des PFAS ainsi que l'ont fait le Danemark et les Pays-Bas?

En outre, certains pays se préparent déjà à l'interdiction des PFAS. Le Danemark et les Pays-Bas,

comme je viens de l'évoquer, mais aussi la France, qui a récemment publié un plan d'action 2023-2027 pour lutter contre la pollution due à ces substances. Des mesures visant à se préparer à l'interdiction sont-elles également en cours d'élaboration en Belgique? De telles mesures sont-elles discutées avec les représentants des Régions?

Enfin, cinq pays - l'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède - ont participé à l'élaboration de cette proposition de restriction. Si cette initiative a été lancée avant la formation de ce gouvernement, pourquoi la Belgique ne s'est-elle pas jointe à ces cinq pays pour soutenir le projet?

D'avance, je vous remercie pour vos éléments de réponse.

01.02 Zakia Khattabi, ministre: Monsieur Senesael, j'ai bien pris connaissance de la proposition de restriction de l'utilisation des PFAS dans l'Union européenne. Mes services sont en train d'en évaluer l'ambition et d'identifier les points d'attention. Le 22 mars 2023, une consultation publique a été lancée sur ce projet de restriction, qui durera six mois. Une contribution belge est coordonnée au sein du Comité de coordination de la politique environnementale internationale (CCPIE) PFAS. Ce groupe est constitué d'experts fédéraux et régionaux.

En ce qui concerne les emballages en contact avec les aliments, je vous invite à prendre contact avec mon collègue, le ministre Clarinval, qui est responsable de la mise sur le marché de ces produits. Je vous signale cependant que, dans le cadre d'un arrêté royal *Single Use Plastic, 2*, j'avais introduit une interdiction des emballages alimentaires contenant des PFAS, mais la commission a refusé cette interdiction.

Pour ma part, je soutiens une restriction large, qui couvre l'ensemble des usages non essentiels pour la société. La Belgique a plaidé à plusieurs reprises pour que les usages restants des PFAS se limitent aux usages considérés comme essentiels pour la société, tant qu'il n'y a pas d'alternative disponible.

Au niveau belge, la Conférence interministérielle Environnement-Santé (CIMES) a mandaté un groupe d'experts belges - le groupe CCPIE PFAS déjà mentionné - pour traiter la problématique des PFAS en construisant une base de connaissances nécessaire pour que la Belgique prenne part de manière informée aux négociations internationales et européennes sur ce sujet. Ce groupe, constitué d'experts des Régions et du fédéral, a pour mission d'établir l'état des lieux des expositions aux PFAS et de dresser les perspectives au niveau belge. Dans le cadre des fonds européens alloués pour la relance et en collaboration avec mon collègue en charge de l'Économie, une partie de ces fonds sera dédiée à des études et projets de substitution pour les usages essentiels des PFAS.

01.03 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour cette réponse positive. Elle apporte des éléments qui avaient déjà été traités au sein de cette commission ou dans la proposition de résolution. Je vois que vous y avez mis beaucoup de votre ambition et de votre volonté afin d'obtenir des résultats.

Dans un avenir plus proche, il conviendrait de s'intéresser aux discussions qui ont eu lieu au sein des groupes d'experts aux niveaux régional et fédéral, afin de voir comment envisager l'avenir. Je me réjouis également que seule l'utilisation de PFAS essentiels pour la société soit maintenue dans l'attente d'une autre solution. Je ne peux que vous remercier de votre collaboration ainsi que de celle du ministre de l'Économie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 **Samengevoegde interpellatie en vraag van**

- Kurt Ravyts aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De federale bevoegdheid inzake de controle op de houtstromen in België" (55000395I)

- Daniel Senesael aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De illegale houtimport" (55036205C)

02 **Interpellation et question jointes de**

- Kurt Ravyts à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La compétence fédérale de contrôle des flux de bois en Belgique" (55000395I)

- Daniel Senesael à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "L'importation illégale de bois" (55036205C)

02.01 **Kurt Ravyts** (VB): Mevrouw de voorzitster, mevrouw de minister, in uw algemene beleidsnota verklaarde u in 2022 dat u de strijd tegen de illegale houthandel ernstig neemt en daarom bekommerd bent. U stelde ook de verbintenissen te respecteren die België is aangegaan op het vlak van de illegale houthandel, met name onder andere de Europese houtverordeningen (EUTR) en Forest Law Enforcement, Governance and Trade (FLEGT).

U hebt zelf aangegeven dat er voldoende inspectiecapaciteit nodig is, alsook een actieve samenwerking met de douane en parketten en een nauwe betrokkenheid met de sector. Dat zijn sleutelementen, waarop moet worden ingezet. Dat hebt u zelf meegegeven.

U hebt, vermoedelijk bij uw collega Dermine, de staatssecretaris bevoegd voor Wetenschapsbeleid, de suggestie gedaan om een forensisch houtcentrum op te richten, waardoor meer houtstalen sneller zouden kunnen worden geanalyseerd met de nieuwste technieken.

Wat blijkt? Het is terecht dat die punten in uw beleidsnota staan. Wat gebeurt er echter op het terrein? Uit een internationaal onderzoek blijkt dat België vandaag nog altijd een draaischijf is voor de handel in illegaal gekapt tropisch hout.

De voorbije tien jaar werd in België bovendien nog steeds geen enkele houtimporteur strafrechtelijk veroordeeld of zelfs nog maar vervolgd. De overheid slaagt er niet of heel zelden in – u hebt het wat genuanceerd – om de invoer van illegaal hout te bewijzen of dat hout in beslag te nemen.

In ieder geval is de Belgische import van gezaagd tropisch hout uit niet-Europese landen of niet-EU-landen meer dan verdubbeld. Het hout komt bovendien vooral uit hoogrisicolanden op het vlak van illegaal gekapt hout.

Bij de federale inspectiecel Soorten van de FOD Leefmilieu – ik ga ervan uit dat u de bevoegde minister voor die FOD bent – worden volgens het onderzoek momenteel nog altijd slechts twee inspecteurs voor de controle op hout ingezet.

U hebt onmiddellijk gereageerd, wat ik begrijp. U hebt gezegd dat CITES, de inspectie en de douane in België heel goed samenwerken. U hebt een aantal cijfers gegeven uit een gezamenlijk onderzoek van de douane van Antwerpen en de inspectiedienst CITES. Ik moet wel zeggen dat ik die cijfers niet echt spectaculair vind, in vergelijking met de omvang van de problematiek die uit het onderzoek naar voren komt.

U zou in de regering al hebben gepleit voor de oprichting van een forensisch houtcentrum bij het Museum van Tervuren. Dan raken we aan de bevoegdheid van staatssecretaris Dermine.

U hebt ook gezegd dat u op het Europese vlak actief bent geweest, via de experts van de federale administratie van Leefmilieu, om over een nieuwe en zeer ambitieuze ontbossingswet te onderhandelen, die de Europese ecologische voetafdruk inzake ontbossing en bosdegradatie door de import van hout, cacao, koffie, palmolie, soja, vee en rubber sterk zal terugdringen.

Dan is er ook nog het Amsterdam Declarations Partnership, een groep van Europese landen die de handen in elkaar slaan in de strijd tegen de ontbossing. België zal vanaf juli het voorzitterschap van dat partnerschap voor enkele maanden opnemen.

Dat was uw antwoord. Heel sterk onder de indruk was ik daar niet van, zeker als we het onderzoek erbij

nemen. Zo vraag ik mij af of er echt een interdepartementale werkgroep bestaat, waarbij naast de federale inspectie, ook de douane, de parketten, het FAVV en de FOD Economie betrokken zijn. Bestaat er een echte coördinatie en versterking? Zijn er vooral genoeg middelen?

Ik durf dat te betwijfelen. Ik heb het dan zowel over de financiële middelen, als over het personeel. Met meer personeel zouden er meer controles kunnen plaatsvinden. Dat is de logica zelve.

Ik zal mijn tien minuten spreektijd niet volledig benutten, maar gewoon mijn vragen stellen. Hoe reageert u op de bevindingen van Deforestation Inc.? De resultaten van dat onderzoek staan immers in schril contrast met het voornemen in uw algemene beleidsnota om in voldoende inspectiecapaciteit te voorzien. Hoe reageert u op die mismatch? Welke beleidsstappen hebt u ter zake al gezet? Ik heb al een aantal elementen uit uw antwoord van 28 maart geciteerd, maar misschien hebt u aanvullingen.

Bent u het ermee eens dat een doortastend onderzoek naar de illegale houtstromen in België noodzakelijk is? Bent u bereid om daarvoor bij uw collega's van Financiën en Justitie aan te kloppen? Er is namelijk de ad-hocpraktijk van elke dag, met CITES-inspecties en met de douane, maar is het niet de hoogste tijd om wat verder te gaan en ervoor te zorgen dat er daarvoor genoeg aandacht bestaat bij de douane en Financiën en Justitie? Ik bedoel daarmee vervolging en bestraffing.

02.02 Daniel Senesael (PS): Madame la présidente, madame la ministre, comme on vient de le rappeler, récemment, *Deforestation Inc* publiait une étude internationale dans le cadre du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) concernant le trafic illégal de bois tropical.

Il en ressort que notre pays est devenu, au fil des années, une véritable plaque tournante pour les bois tropicaux récoltés de manière illégale, puisque les importations en provenance de pays non membres de l'Union européenne ont plus que doublé depuis dix ans, posant de graves conséquences, d'une part, pour notre environnement et, d'autre part, sur l'État de droit dans lequel nous nous inscrivons.

Si cette importation illégale est interdite depuis mars 2013 par le règlement européen sur le bois, aucun importateur n'a été inquiété depuis lors dans notre pays.

À ce sujet, l'ONG Greenpeace pointe un manque de balises mises en place afin de faire respecter le règlement sur le bois ainsi que de faibles risques de se faire prendre pour les importateurs.

Madame la ministre, pouvons-nous avoir votre retour sur le sujet et sur les critiques soulevées? Vous indiquez dans votre note de politique générale que vous veilleriez "à ce que le commerce illégal du bois, qui demeure une des plus vastes activités criminelles au monde, soit activement combattu, répondant ainsi aux importants engagements que nous avons pris en matière de commerce illégal du bois, notamment le règlement européen sur le bois (EUTR) et le règlement *Forest Law Enforcement, Governance and Trade* (FLEGT)". Pouvons-nous obtenir des informations sur les initiatives entreprises dans ce cadre? En 2017 déjà, la Commission européenne avait réprimandé notre pays pour son approche laxiste. Pouvons-nous avoir des informations sur les contacts entretenus avec la Commission européenne sur la question du commerce illégal de bois?

Selon mes informations, le SPF Environnement ne compte que deux inspecteurs pour contrôler ce règlement européen, tandis qu'il y a environ 4 500 importateurs de bois actifs en Belgique. Sur les 120 plus grands importateurs, qui représenteraient 88 % de toutes les importations, seulement la moitié aurait été contrôlée. La Belgique est le premier pays européen importateur de bois scié tropical, mais seulement quelques dizaines de contrôles, parfois moins, sont effectués par an. Quelles solutions peuvent-elles être trouvées? Un renforcement de l'équipe d'inspection est-il envisagé? En outre, les sanctions actuellement en vigueur à l'encontre des importateurs en situation d'illégalité sont-elles aujourd'hui suffisantes?

La **présidente**: Madame la ministre, vous avez la parole. Comme il y a eu une interpellation, votre temps de parole est augmenté et peut aller jusqu'à dix minutes, si cela devait être nécessaire.

02.03 Minister **Zakia Khattabi**: Collega's, bedankt voor uw vragen. Eerst en vooral wil ik opmerken dat sommige actoren uit de private sector zich als cowboys gedragen op de markt en inderdaad – ik ben mij ervan bewust – illegale houtsoorten binnenbrengen in ons land. Het Deforestation-onderzoek bevestigt dat eveneens.

Er zijn voldoende argumenten om hieraan paal en perk aan te stellen – u noemt er een aantal op in uw vragen – en dus om de inspectie en controle uit te breiden en te versterken. Ik merk fijntjes op dat het dus des te meer noodzakelijk is om een level playing field te creëren voor de actoren op de private markt die correct handelen.

Het blijft natuurlijk wel zo dat er naar de overheid wordt gekeken om met publieke middelen de inspectie en controle te versterken, maar daarop kom ik straks terug.

En Belgique, il y a une coopération entre les différents services fédéraux compétents dans la lutte contre le commerce illégal du bois. On parle de CITES, de l'inspection et de la douane. Je vous cite quelques exemples de résultats obtenus. En 2017, comme vous l'avez évoqué monsieur Ravyts la douane d'Anvers a saisi 26,57 m³ d'Afromosia et 850 kg d'écorce de prunier d'Afrique. En 2019, la douane d'Anvers a saisi 360 produits dérivés du bois et la douane de Zaventem en a saisi 71. En 2020, une enquête conjointe de la douane d'Anvers et du service d'inspection CITES a permis de saisir 135 et 70 meubles en bois de sheesham. En 2021, la douane d'Anvers a saisi 500 kg de prunier d'Afrique.

À côté de cela, la douane d'Anvers a procédé en 2019 et 2022 à un certain nombre de constats sans saisie. Un certain nombre de constats sans saisie ont aussi été effectués par CITES à l'occasion de la découverte d'infractions lors du traitement d'informations ou de contacts pris par l'importateur pour des problèmes. Enfin, des dispositions sont prises entre CITES et la douane d'Anvers pour effectuer des contrôles supplémentaires sur plusieurs essences CITES.

Er is al jarenlang een structurele onderfinanciering van de Federale Milieu-Inspectie. Het zal u niet verbazen dat het zeer moeilijk is om op korte termijn een jarenlange en structurele onderfinanciering recht te trekken. Momenteel zijn er achttien inspecteurs voor de inspectie van de wet Productnormen, twee voor European Timber Regulation en zes voor CITES. Ik heb dan ook al meermaals de vraag om meer middelen voor de inspectie op de regeringstafel gelegd. Ik ben verheugd dat er bij de begrotingscontrole van maart 2023 eindelijk extra middelen zijn vrijgemaakt voor de versterking van de Federale Milieu-Inspectie.

De ce point de vue, je ne suis pas suspecte. Je n'ai de cesse de dénoncer, exercice budgétaire après exercice budgétaire, le désargentement de nos services publics. On ne peut continuer à désargenter ces services publics et exiger d'eux d'être à la hauteur des missions qui sont les leurs. Je continuerai donc à plaider pour un réinvestissement dans nos services publics.

De federale leefmilieuadministratie heeft al processen-verbaal van inbreuk opgesteld, die aanleiding gaven tot administratieve boetes. De parketten hebben tot nu toe geen vervolgingen ingesteld.

Au niveau européen, dans un premier temps, les experts de l'administration fédérale Environnement, puis moi-même lors des discussions politiques, avons négocié une nouvelle législation très ambitieuse en matière de déforestation, l'EUDR (EU Deforestation-Free Value Chain Regulation).

Celle-ci permettra de réduire fortement l'empreinte écologique européenne en termes de déforestation et de dégradation des forêts due à l'importation de bois, de cacao, de café, d'huile de palme, de soja, de bétail et de caoutchouc.

La publication officielle de ce nouveau règlement européen sur lequel un accord politique a été conclu en trilogue en décembre 2022 est attendue pour le mois de juin 2023.

L'implémentation de cette nouvelle législation dans notre pays nécessitera à nouveau un important investissement en termes d'inspection. Aussi, je prépare actuellement une nouvelle demande budgétaire pour l'exercice budgétaire 2024.

Pa rapport à cette nouvelle législation européenne en matière de déforestation, il importe aussi de bien informer les parties prenantes et d'anticiper leurs éventuelles questions. Une première concertation a ainsi eu lieu début février dans le secteur du bois et du papier. Après la publication de la nouvelle

législation, une rencontre élargie des *stakeholders* sera également organisée sur cette nouvelle réglementation européenne qui, comme je viens de le dire, ne porte pas uniquement sur le bois mais aussi sur le café, le cacao, le caoutchouc, la viande bovine, le soja et l'huile de palme en tant que matières premières.

Verder heb ik binnen de regering gepleit voor de oprichting van een forensisch houtcentrum bij het Museum van Tervuren, onder de bevoegdheid van staatssecretaris Dermine. Op die manier zullen zowel de private als de publieke sector in eigen land veel sneller en goedkoper houtanalyses kunnen uitvoeren.

Inzake het verdrag inzake de internationale handel in bedreigde soorten, werd op initiatief van België tijdens de laatste CITES COP19 in Panama de houtsoort *pterocarpus* sterker beschermd.

Het eerste concrete initiatief dat ik sinds mijn aanstelling als minister in de federale regering heb genomen in de strijd tegen de klimaatverandering en de strijd tegen biodiversiteitsverlies, is het Belgische lidmaatschap bij het Amsterdam Declarations Partnership, een groep van Europese landen die de handen in elkaar slaan in de strijd tegen ontbossing. Ons land zal vanaf juli tot en met december 2023 het voorzitterschap van dat partnerschap opnemen.

Ook op de verschillende COP's Klimaat en via bilaterale ontmoetingen met collega-ministers wereldwijd heb ik in naam van België over verschillende belangrijke engagementen inzake ontbossing onderhandeld en akkoorden ondertekend.

Je vous confirme donc faire de la lutte contre le commerce illégal du bois une priorité absolue et j'entends intensifier cette lutte en agissant aux différents niveaux, au travers de différentes initiatives et avec différents partenaires à la fois au sein de mon propre gouvernement, dans le cadre européen ou à l'échelle internationale.

02.04 Kurt Ravyts (VB): Mevrouw de minister, bedankt voor uw antwoord. Het bevat een aantal elementen die mij verheugen, in die zin dat u hebt gezegd dat er bij de begrotingswijziging toch wel wat middelen zijn vrijgemaakt om de Federale Milieu-Inspectie te versterken. U bent inderdaad niet verantwoordelijk voor de jarenlange structurele onderfinanciering, maar het is goed dat u dat hier hebt gezegd naar aanleiding van mijn interpellatie. Ik denk dat die dus zeker ad rem was, zoals dat dan heet.

U hebt een aantal initiatieven vermeld die u hebt genomen en die ik eveneens aanhaalde. We zijn het er beiden over eens dat de versterking van de controles prioritair is. Natuurlijk zijn ook de Europese ontwikkelingen belangrijk en u hebt daar ongetwijfeld uw steentje toe bijgedragen. Wanneer men de nieuwe Europese verordening van december serieus neemt, zal die automatisch een duw in de rug betekenen voor ontwikkelingen op het terrein hier in België.

De zaak van illegaal gekapt hout vind ik belangrijk. Ik zal zeggen waarom en ik eindig met een voor u misschien wat onverwachte uitsmijter. Ik heb nogal wat interesse in art nouveau. Heel recent verscheen er een boekje over de band tussen het gebruik van tropisch hout in de art nouveau rond de eeuwwisseling en Belgisch-Congo. Ik vermoed dat zeker uw partij het woord 'illegaal' zal gebruiken wanneer we het hebben over illegaal gekapt hout omtrent de eeuwwisseling. Dat werd intensief gebruikt in de art nouveau bij de liberale hoge burgerij in België, voornamelijk in Brussel en Antwerpen. De financiële elite van dit land maakte daar toen gretig gebruik van. De Congocommissie waarin ik tweeënhalf jaar actief ben geweest, is dan wel mislukt, maar uw partij en alle ecologen zouden die zaak van illegale houtstromen zeer ernstig moeten nemen.

Tussendoor hebt u toegegeven dat de parketten hier geen vervolging voor instellen, dus ligt er ook voor de minister van Justitie nog werk op de plank.

Mevrouw de voorzitter, ik heb zoals gebruikelijk een motie van aanbeveling ingediend.

02.05 Daniel Senesael (PS): Madame la présidente, madame la ministre, merci pour votre réponse claire, précise, structurée et complète. Comme vous l'avez souligné à l'entame de votre intervention, l'objectif premier est de renforcer les inspections et les contrôles. Pour ce faire, j'ai toujours plaidé pour un financement structurel plus important, puisque je suivais tout particulièrement ce dossier lors de la

législature précédente.

Nous ne pouvons évidemment que vous remercier pour les initiatives que vous avez prises afin que les services publics soient plus nombreux, mieux formés, plus compétents encore pour effectuer le travail de contrôle; et aussi nous réjouir des contrôles supplémentaires qui ont pu être effectués par CITES, qui a également son expertise.

Comme M. Ravyts, je pense que je vais aussi intervenir auprès du ministre de la Justice. Vous vous donnez comme priorité absolue, madame la ministre, la lutte contre le trafic de bois illégal, que vous voulez intensifier au niveau européen et international. On ne peut pas laisser cette ambition sans un suivi au niveau des parquets. J'interrogerai le ministre de la Justice à cet effet.

Je suis en tout cas heureux d'entendre qu'en juin 2023 cette nouvelle législation ambitieuse en matière de déforestation verra le jour. Je suis aussi heureux d'entendre que vous allez à nouveau plaider pour une augmentation des budgets pour 2024. Vous pouvez compter sur notre formation politique pour vous suivre dans ce sens.

Moties **Motions**

De **voorzitster**: Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.
En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Kurt Ravyts en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Kurt Ravyts

en het antwoord van de minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal,

- overwegende dat België nog steeds fungeert als draaischijf voor de handel in illegaal gekapt tropisch hout;

- overwegende dat er in België de afgelopen tien jaar geen enkele houtimporteur strafrechtelijk veroordeeld of vervolgd is, en dat de overheid er niet in slaagt illegaal hout te bewijzen of in beslag te nemen;

- overwegende dat er momenteel slechts twee inspecteurs worden ingezet voor de controle van 4.500 actieve houtimporteurs in België;

- overwegende dat de Belgische import van gezaagd tropisch hout uit niet-EU-landen de afgelopen tien jaar meer dan verdubbeld is, vooral uit hoogrisicolanden voor illegaal gekapt hout;

- gelet op het gegeven dat de minister in haar algemene beleidsnota 2023 heeft beloofd actief strijd te voeren tegen de illegale houthandel, en dat voldoende inspectiecapaciteit, actieve samenwerking met douane en parketten en nauwe betrokkenheid van de sector hierbij sleutelementen zijn;

- overwegende dat er behoefte is aan een doortastend onderzoek naar de illegale houtstromen in België;

vraagt de regering

- de minister van Leefmilieu op te roepen om het probleem van illegale houtstromen in België te erkennen als een belangrijke uitdaging voor haar beleid en concrete maatregelen te nemen om dit probleem aan te pakken;

- de minister van Leefmilieu op te roepen om voldoende inspectiecapaciteit ter beschikking te stellen voor de controle op houtimporteurs in België, en om samen te werken met de douane en parketten om illegaal gekapt hout op te sporen, te bewijzen en in beslag te nemen;

- de minister van Leefmilieu op te roepen om de sector nauwer te betrekken bij de bestrijding van de illegale houthandel en om te zorgen voor transparantie en verantwoording over de herkomst van geïmporteerd hout;

- de minister op te roepen om de Belgische importeurs van tropisch hout te stimuleren om hun hout op verantwoorde en duurzame wijze te produceren en te verhandelen, bijvoorbeeld door het aanmoedigen van certificeringen zoals FSC en PEFC en door het verstrekken van informatie over de ecologische en sociale impact van hun activiteiten;

- de minister op te roepen om verdere stappen te ondernemen ter uitvoering van de Europese houtverordening (EUTR) en de Forest Law Enforcement, Governance and Trade-verordening (FLEGT) ter bestrijding van de illegale houthandel, en om te zorgen voor adequate financiering van deze maatregelen;

- de minister op te roepen actie te ondernemen voor de oprichting van een interdepartementale werkgroep, waarbij naast de federale inspectiecel "Soorten" ook de douane, parketten, het FAW en de FOD Economie betrokken zijn. Deze werkgroep moet de strijd tegen de illegale houthandel coördineren en versterken;
- de minister op te roepen tot betrekking van het maatschappelijk middenveld bij de strijd tegen de illegale houthandel. Het maatschappelijk middenveld kan hierbij fungeren als een belangrijke partner, zowel bij het vergroten van de bewustwording als bij het signaleren van misstanden en het aandringen op maatregelen."

Une motion de recommandation a été déposée par M. Kurt Ravyts et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Kurt Ravyts

et la réponse de la ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal,

- considérant que la Belgique fait toujours office de plaque tournante du trafic de bois tropical abattu illégalement;
- considérant que ces dix dernières années, aucun importateur de bois n'a fait l'objet de poursuites pénales ou d'une condamnation pénale et que les pouvoirs publics ne parviennent pas à apporter la preuve de ce trafic de bois ni à confisquer le bois en question;
- considérant que pour l'instant, seuls deux inspecteurs sont affectés au contrôle des 4 500 importateurs de bois actifs en Belgique;
- considérant que les importations belges de bois tropical scié en provenance de pays extra européens ont plus que doublé ces dix dernières années et proviennent surtout de pays à haut risque au niveau de l'abattage illégal de bois;
- vu que dans sa note de politique générale 2023, la ministre a promis de lutter activement contre le trafic de bois et qu'une capacité d'inspection suffisante, une collaboration active avec la douane et les parquets, ainsi qu'une forte implication du secteur constituent des éléments clés à cet égard;
- considérant qu'une enquête approfondie concernant le trafic de bois en Belgique s'impose; demande au gouvernement
- d'appeler la ministre de l'Environnement à reconnaître le problème du trafic de bois en Belgique comme étant un défi important de sa politique et à prendre des mesures concrètes pour s'attaquer à ce problème;
- d'appeler la ministre de l'Environnement à mettre des capacités d'inspection suffisantes à disposition pour contrôler les importateurs de bois en Belgique et à collaborer avec la douane et les parquets pour identifier le bois abattu illégalement, apporter la preuve de cet abattage illégal et confisquer ce bois;
- d'appeler la ministre de l'Environnement à associer davantage le secteur à la lutte contre le trafic de bois et à assurer la transparence et la justification de la provenance du bois importé;
- d'appeler la ministre à stimuler les importateurs belges de bois tropical à produire et à commercialiser leur bois de manière responsable et durable, par exemple en encourageant les certifications telles que FSC et PEFC et en fournissant des informations relatives à l'impact écologique et social de leurs activités;
- d'appeler la ministre à prendre des mesures supplémentaires pour mettre en œuvre le règlement européen sur le bois (EUTR) et le règlement "Forest Law Enforcement, Governance and Trade" (FLEGT) visant à lutter contre le trafic de bois, et à assurer un financement adéquat de ces mesures;
- d'appeler la ministre à entreprendre des actions en vue de la création d'un groupe de travail interdépartemental, auquel seraient associés non seulement la cellule fédérale d'inspection "Espèces" mais également la douane, les parquets, l'AFSCA et le SPF Économie. Ce groupe de travail serait chargé de coordonner et de renforcer la lutte contre le trafic de bois;
- d'appeler la ministre à associer la société civile à la lutte contre le trafic de bois. À cet égard, la société civile pourrait constituer un partenaire important dans l'amélioration de la sensibilisation, dans le signalement des abus et dans le fait de réclamer que des mesures soient prises."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Séverine de Laveleye.

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Séverine de Laveleye.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

03 **Samengevoegde vragen van**

- Kurt Ravyts aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De stand van zaken rond de Europese verordening inzake natuurherstel" (55036098C)
- Kris Verduyckt aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De Europese natuurherstelwet" (55036246C)

03 **Questions jointes de**

- Kurt Ravyts à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La situation concernant le règlement européen sur la restauration de la nature" (55036098C)
- Kris Verduyckt à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La loi européenne sur la restauration de la nature" (55036246C)

03.01 **Kurt Ravyts** (VB): Mevrouw de minister, ik heb een vraag over alweer een heet hangijzer in de Belgische politiek op het vlak van milieubeleid, naast dat van de stikstofkwestie in Vlaanderen.

Vorige week en gisteren pleegden de vertegenwoordigers van de verschillende regeringen overleg in de Directie-generaal Europese Zaken en Coördinatie (DGE) over een gemeenschappelijk standpunt over het voorstel van de Europese natuurherstelverordening. De verordening moet wel nog worden voorgelegd in de Europese ministerraad – er is een Europese Milieuraad in juni aanstaande – en het Europees Parlement. De verordening is de vertaling van de Europese biodiversiteitsstrategie 2030, dus een dergelijke verordening zat er eigenlijk aan te komen.

Het is heel normaal dat de Vlaamse regering, die bevoegd is voor omgevingsvergunningen, een zware impact vreest voor de landbouw, de economie in het algemeen, de industrie en de ontwikkelingskansen van de landbouw, de industrie en bedrijven, niet alleen in de buurt van Natura 2000-gebieden, maar ook in andere gebieden. Er is immers ook een verbod op de verslechtering van habitats buiten het Natura 2000-netwerk en dat leidt tot onrust.

Men zegt dat er telkens een passende beoordeling zal moeten komen voor bedrijven en dat zij zullen moeten bewijzen dat hun project het herstel van een nabijgelegen natuurgebied niet in gevaar brengt. Het gaat dus over een nieuw en zelfs groter probleem dan het stikstofprobleem en men vraagt dat de Europese Commissie het verslechteringsverbod zou beperken tot de Natura 2000-gebieden.

In ieder geval is de federale regering betrokken, want de tekst slaat ook op het mariene ecosysteem, waarvoor uw collega Van Quickenborne bevoegd is.

Kunt u verslag uitbrengen van het overleg in de DGE? Wat is de federale insteek?

Hebt u begrip voor de bekommernissen van een deelstaat, die dichter bevolkt is dan Wallonië en waar de impact van zo'n natuurherstelverordening groter zal zijn dan in Wallonië?

03.02 **Kris Verduyckt** (Vooruit): Mevrouw de minister, mijn collega heeft de problematiek al goed ingeleid. Er is inderdaad hommeles door de Europese natuurherstelverordening. Nochtans gaat de biodiversiteit in Vlaanderen sterk achteruit. Natuurpunt heeft vastgesteld dat, dertig jaar na de invoering van de habitatrichtlijn, onze speciale beschermingszones er het slechtst aan toe zijn van heel Europa. Ik heb vorige week nog bijzonder slechte cijfers van de bijensterfte gezien. U zegt hier dat dat normaal is, maar ik vind dat niet normaal.

Wat ik ook niet normaal vind, is dat de Vlaamse regering zich over de stemming van de ontwerpverordening zal onthouden, terwijl men hierover al sinds 2020 aan het onderhandelen is. Vorig jaar werd een eerste tekstvoorstel ingediend. Ik heb nooit ongunstige signalen vastgesteld – spreek mij tegen als dat niet klopt, mevrouw de minister –, maar nu blijkt er plots een groot probleem te zijn en zal Vlaanderen zich bij de stemming over de tekst onthouden. Dat de Vlaamse regering dat deed bij de stemming over de tekst over het klimaatbeleid, is heel erg en nu doet zij dat ook bij de stemming over de tekst inzake het natuurbeleid!

Ik heb enkele vragen over de onderhandelingen, waar u ook aan de tafel zit, mevrouw de minister. Wat betekent de houding van Vlaanderen voor de verdere gesprekken over de natuurherstelverordening? Wat is de timing van het dossier? Hebt u de indruk dat Vlaanderen zijn standpunt heeft gewijzigd? Kent u de aanleiding daarvan? Hoe zult u het dossier verder aanpakken?

03.03 Minister **Zakia Khattabi**: De Europese natuurherstelverordening maakt deel uit van het Europese natuurherstelpakket, dat op 22 juni 2022 door de Europese Commissie werd voorgesteld. De verordening is niet alleen belangrijk om onze Europese natuur- en klimaat-doelstellingen in het kader van de Europese Green Deal te halen, maar ook om uitvoering te geven aan onze internationale verplichtingen inzake biodiversiteit.

De besprekingen in de Raad zijn aan de gang. België werkt samen met de andere lidstaten aan een standpunt over de algemene oriëntatie die voor de Raad van juni is gepland. Wij werken op basis van de verklaring van België tijdens de Raad voor Leefmilieu in december 2022.

Het is belangrijk om het oorspronkelijk voorgestelde ambitieniveau te handhaven. Het voorstel is ambitieus en ik pleit ervoor om het niveau hoog te houden, als we onze doelstelling om in 2050 in harmonie met de natuur te leven, zoals uiteengezet in het Kunming-Montréal mondiaal biodiversiteitskader, willen bereiken.

Het in het voorstel opgenomen beginsel van non-deterioratie is een cruciale factor voor het behoud en de bescherming van de biodiversiteit, waardoor het doel van harmonie kan worden bereikt.

De nieuwe wetgeving zal niet alleen gevolgen hebben voor de gewestbevoegdheden, maar zal ook gevolgen hebben voor de federale domeinen. Zij zullen bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de artikelen die belangrijk zijn voor België en daarom zijn wij erbij betrokken.

Met de uitvoering van het federale regeerakkoord geeft de federale overheid het goede voorbeeld inzake biodiversiteit. Zo draagt de federale overheid met haar project BiodiversiScape bij tot de integratie van meer biodiversiteit in landschappen en gebouwen, bijvoorbeeld met groendaken, de uitbreiding van het groen-blauwe netwerk, de inrichting van bestuiversvriendelijke structuren en aangepast beheer.

Wij zullen ook met de gewesten samenwerken om de synergieën te versterken. Uiteraard zullen de maatregelen in de Noordzee bijdragen aan de doelstellingen van artikel 5. In artikel 8 zijn er ook doelstellingen opgenomen voor de bestuivers, die wij op de voet volgen, met name door de aanneming van de nationale strategie rond bestuivers en de ontwikkeling van een federaal actieplan rond bestuivers.

Het is ook belangrijk dat de Europese wet wordt afgestemd op de doelstellingen en de streefcijfers van het globaal biodiversiteitskader Kunming-Montréal, waarvoor België en de federale overheid een zeer belangrijke rol hebben gespeeld. Wij zorgen er ook voor dat de herziening van de nationale strategie rond biodiversiteit op dat proces wordt afgestemd. Een impactanalyse is zeker belangrijk, maar we moeten nu en concreet handelen, als we de natuur in stand willen houden en herstellen. De feiten zijn er.

Jammer genoeg bleef en blijft ook ons land niet gespaard van de gevolgen van de klimaatverandering en biodiversiteitsafbraak. Een aantal gevolgen hiervan is langdurige droogte in de zomer met oppompverboden voor landbouwers en te lage waterstanden voor binnenscheepvaart met grote economische schade tot gevolg, natte winters waardoor landbouwers langer moeten wachten om hun velden om te ploegen en in te zaaien of om hun vee te laten grazen, overstromingen met doden en dramatische en langdurige gevolgen op sociaal, economisch en ecologisch vlak, een visserijsector en mariene ecosystemen in de problemen, verdwijning van vissoorten in onze rivieren door de dramatische overstromingen in ons land, barstende huizen door uitdrogende bodems en hoge en soms onbetaalbare schadeclaims en voor recreatie ontoegankelijke natuurgebieden wegens brandgevaar.

Het besef is er dat inspanningen nodig zijn, maar de vele baten zoals een betere veerkracht tegen de impact van de klimaatverandering, voedselzekerheid, een goede gezondheid van mens, milieu en welzijn zijn onschatbaar.

De economische baten van de Europese natuurherstelwet zijn eveneens groter dan de economische kosten. Als we nu niets ondernemen, verliezen we onze natuur en halen we onze internationale en Europese doelstellingen niet.

Wij juichen de voorstellen voor aanvullende financiering toe. Die zullen helpen om de ambitie van de tekst te handhaven en de acties uit te voeren die nodig zijn om de doelstellingen te verwezenlijken.

We wachten op meer informatie hierover en zullen bekijken in welke mate België hierbij baat zal hebben en hoe de middelen zo optimaal mogelijk kunnen worden ingezet.

03.04 Kurt Ravyts (VB): Mevrouw de minister, voor de financiële steun is het nog wat koffiedik kijken. De uitrol van de natuurherstelwet is nog niet volop aan de gang. U hebt zelf het woord impactanalyse in de mond genomen. Ik maak geen deel uit van de Vlaamse regering, maar zal ze toch verdedigen. Het is nu pas hommeles, omdat de impactanalyse klaar is. U kunt stellen dat de economische baten groter zullen zijn dan de economische kosten, maar u moet de mensen op het terrein natuurlijk overtuigen. Vooral het verbod op deteriorisatie in niet-Natura 2000-gebieden baart heel wat sectoren zorgen, maar het debat zal de volgende maanden ongetwijfeld worden voortgezet. We kunnen dat in onze commissie in het kader van een vraag niet helemaal ten gronde behandelen.

03.05 Kris Verduyckt (Vooruit): Mevrouw de minister, ik wil u vooral vragen om het ambitieniveau zeker aan te houden, want de maatschappelijke kosten zijn inderdaad bijzonder groot.

Mijnheer Ravyts, ik kan de koerswijziging echt niet begrijpen. Een van de partijen van de Vlaamse regering voert een ware kamikazepolitiek om de stemmen van enkele boeren binnen te halen. Uw partij doet juist hetzelfde. Er worden beleidsprocessen stilgelegd. Bijvoorbeeld in mijn regio loopt een aanvraag voor een nationaal park. Dat dossier is al twee jaar in behandeling. Een van de zes kandidaten heeft al meer dan een half miljoen euro daarin geïnvesteerd. Over enkele weken wordt die beslissing genomen, maar gisteren hebben gemeenten zich daaruit teruggetrokken om enkele stemmen binnen te halen. Uiteraard is het belangrijk dat er aandacht is voor de boeren en de gevolgen die zij ondervinden van het stikstofdossier. We zullen echter toch niet op het altaar van de intensieve veeteelt heel ons natuurbehoud slachtoffers?

De grote denkfout die gemaakt is en waar de minister terecht naar verwezen heeft, is die over de verstoorde verstuiwers. Een verstoord ecosysteem, mijnheer Ravyts, heeft gevolgen voor ons allemaal, de boeren inclusief.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Questions jointes de

- Daniel Senesael à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "Les mesures du "Fit for 55"" (55036152C)

- Greet Daems à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La taxe carbone européenne" (55036225C)

- Kris Verduyckt à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "Le Green Deal pour l'Europe" (55036248C)

04 Samengevoegde vragen van

- Daniel Senesael aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De maatregelen in het Fit for 55-pakket" (55036152C)

- Greet Daems aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De Europese koolstofstaks" (55036225C)

- Kris Verduyckt aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De Europese Green Deal" (55036248C)

04.01 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, ce 18 avril 2023, plusieurs mesures majeures du paquet "Fit for 55" – le paquet de mesures visant à atteindre les ambitions du Green Deal – ont été adoptées par le Parlement européen: la révision du marché d'échange de quotas d'émissions carbone (ETS), la création d'un second marché carbone pour le chauffage des bâtiments et les carburants routiers, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), et le Fonds social pour le climat.

Nous l'avons répété à de très nombreuses reprises depuis la publication de ce paquet, le 21 juillet 2021: les mesures ambitieuses qui le composent sont plus que nécessaires pour respecter l'Accord de Paris sur le climat. Les défis climatiques requièrent une action globale dont l'Union européenne peut et doit être l'un des principaux moteurs. Aussi, nous saluons aujourd'hui, après près de deux ans de discussions, la décision du Parlement européen et votre action en la matière.

Toutefois, nous l'avons également souligné, il importe tout particulièrement que ces mesures climatiques nécessaires s'accompagnent d'initiatives pleinement sociales. La transition ne doit laisser personne sur le bord de la route. Il s'agit pour nous d'une nécessité.

Madame la ministre, en premier lieu, pouvons-nous avoir votre retour sur les textes adoptés par le Parlement européen mardi dernier?

Je souhaiterais ensuite m'attarder sur la réforme du marché carbone et la création d'un ETS2 sur le chauffage et le transport. Nous saluons évidemment pleinement l'objectif de réduction de 62 % des émissions de l'industrie lourde d'ici 2030. Toutefois, la mise en place du nouveau marché carbone ne manque pas de soulever des inquiétudes, dans la mesure où le coût de cette mesure risque de se répercuter sur la facture de carburant et de chauffage des consommateurs finaux à partir de 2027.

Face à ce risque, le Fonds social pour le climat prévoit un montant de 1,6 milliard pour soutenir les ménages belges sur le court et le moyen terme. En outre, nous savons que les quotas carbone de l'ETS2 seront plafonnés jusqu'en 2030 et qu'en cas de prix élevés du gaz (plus de 106 euros/mégawattheure), la mesure serait postposée d'une année. Pouvons-nous obtenir de plus amples informations sur ces garde-fous, ainsi que sur le risque que je viens d'évoquer? Le Fonds social pour le climat est une bonne chose, mais il est clairement insuffisant pour assurer une protection optimale des ménages. D'autres actions compensatoires peuvent-elles dès à présent être envisagées, tant au niveau national qu'au niveau européen?

Enfin, des informations vous sont-elles parvenues quant au risque de voir les mesures du Green Deal faire l'objet de recours devant les tribunaux internationaux, en vertu, notamment, du traité sur la Charte de l'énergie?

Ce traité est utilisé comme source de profit par de grosses multinationales à l'encontre des politiques climatiques et sur le dos des contribuables. Nous nous y opposons avec conviction. Notons que, selon un rapport récent de la London School of Economics, le risque de litige doit être considéré comme étant sérieux.

04.02 Greet Daems (PVDA-PTB): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, het Europees Parlement keurde vorige week de invoering van de Europese koolstoftaks goed. Die taks wordt ingevoerd in 2027 en zal benzine, diesel, gas en stookolie nog duurder maken. Met de PVDA verzetten wij ons tegen die koolstoftaks, zoals u wel bekend is. Wij vinden die koolstoftaks asociaal en niet effectief. De koolstoftaks is asociaal, want hij treft vooral de meest kwetsbaren en schuift de kosten van de transitie door naar de werkende klasse. De koolstoftaks is evenmin effectief, want hij helpt de mensen op geen enkele manier om zich anders te verwarmen of te verplaatsen.

Mevrouw de minister, daar heb ik heel algemene vragen bij. Geloof u echt dat de mensen minder met de auto zullen rijden als benzine 10 eurocent per liter duurder wordt of diesel 12 eurocent per liter duurder? Maakt een dergelijke maatregel het openbaar vervoer toegankelijker, stipter en comfortabeler? Helpt die koolstoftaks mensen om zich op een betere manier te verplaatsen? Dat is volgens mij niet het geval, die taks jaagt de mensen gewoon op kosten. Wat u weigert in te zien, is dat veel mensen niet anders kunnen dan zich te verplaatsen met de auto. Wij hebben nood aan massale publieke investeringen, niet aan een koolstoftaks.

Hetzelfde gaat op voor de verwarming. Hoe helpt het duurder maken van mazout mensen om over te schakelen naar een warmtepomp? Het probleem vandaag is dat warmtepompen veel te duur zijn en dus niet toegankelijk voor veel werkende mensen. Door energie nog duurder te maken, verergert u net het probleem, want daardoor kunnen zij nog minder sparen. De overheid moet mensen helpen met de transitie door massale publieke investeringen.

Door die Europese koolstoftaks zal een gemiddeld gezin naar schatting 170 euro per jaar meer betalen. Geloof u echt dat u daarmee het klimaat zult redden?

04.03 Kris Verduyckt (Vooruit): Het klopt dat het Europees parlement vorige week de Europese Green Deal heeft goedgekeurd. De belangrijkste doelstelling is de uitstoot van broeikasgassen met 55 % te verminderen, wat meer dan ooit nodig is. Het moeilijke aan die Green Deal is de discussie over de koolstoftaks op fossiele brandstoffen, die een effect zal hebben op de prijzen aan de benzinepomp en op de gasfactuur. Het grote risico hiervan is dat populistische partijen op die manier zullen proberen om de weerstand tegen het klimaatbeleid bij de bevolking aan te wakkeren.

Die koolstoftaks is geen instrument op zich, want die moet gecompenseerd worden door het klimaatbeleid van de lidstaten. We moeten er net voor zorgen dat de mensen minder moeten betalen en dat doen we door huizen te isoleren, door collectieve renovatie, door te zorgen voor performant openbaar vervoer, door hernieuwbare energie toegankelijk te maken, door investeringen in veilige fietspaden, elektrische voertuigen en oplaadinfrastructuur. Die zaken zijn nodig om ervoor te zorgen dat mensen minder moeten betalen.

Daarnaast is er, als men de juiste keuzes maakt, ook het sociaal klimaatfonds dat daarenboven kan worden ingezet om die transitie mogelijk te maken. Mevrouw Daems van de PVDA zegt dat warmtepompen duur zijn. De installatie ervan is inderdaad een dure investering en we moeten mensen helpen om voor die technologieën te kiezen. Het verbaast me dat men dat durft te zeggen, een week nadat men het wetsvoorstel tot invoering van een warmtepompnorm – die de verhouding van de kostprijs van elektrische versus fossiele verwarming in kaart wil brengen – niet eens wilde steunen.

Wat houdt die Europese beslissing concreet in voor ons land? Verwacht men dat u actie onderneemt? Wordt die Green Deal rechtstreeks van kracht? Wat zijn de gevolgen van die besprekingen? Wat is uw visie op de genomen beslissingen en mogelijke impact ervan?

04.04 Zakia Khattabi, ministre: Le Parlement européen a adopté à une large majorité les compromis trouvés entre Parlement et Conseil sur la réforme du système d'échange de quotas d'émission (SEQE), le Fonds social pour le climat et le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM). Cette semaine, plus précisément le 25 avril, le Conseil confirmera ce compromis. C'est un pas important pour réaliser nos objectifs à l'horizon 2030 et pour nous mettre sur la voie de la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard.

La révision du SEQE renforce les ambitions de nos industries et du secteur de la production d'électricité, tandis que le CBAM nous permet de réduire structurellement les allocations gratuites, pour que le prix carbone puisse jouer pleinement son rôle. L'accord sur le SEQE porte également introduction d'un prix du carbone dans les secteurs des bâtiments, du transport routier et de l'industrie qui ne faisait pas partie du SEQE, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de manière coût-efficace en créant un terrain de jeu équitable entre les technologies fossiles et leurs alternatives climatiquement neutres.

Contrairement à l'industrie et au secteur de la production d'électricité, ces secteurs-là manquent encore d'un signal prix. Cela désavantage des technologies décarbonées – par exemple les pompes à chaleur – parce que nous payons un prix carbone lié à la consommation de l'électricité mais pas pour la consommation de gaz ni pour celle de mazout de chauffage. Le principal avantage d'un prix du carbone par rapport à une panoplie de mesures politiques basée uniquement sur la régulation directe est que cet instrument stimule proportionnellement toutes les options de réduction des émissions de gaz à effet de serre – pas seulement les investissements – mais aussi les changements de comportement.

Un dosage optimal des politiques consiste donc en un signal de prix du carbone reflétant les coûts externes, combiné – comme vous l'avez souligné, monsieur Verduyckt – à des mesures supplémentaires qui répondent à d'autres obstacles qui entravent les investissements et les comportements respectueux du climat, tels que les audits énergétiques qui garantissent l'élimination des lacunes en matière d'information et que les propriétaires obtiennent une bonne idée du potentiel de rénovation de leur maison.

La mise en place de fonds de rénovation pour éliminer les obstacles au financement constitue un autre exemple. Cependant, élaborer une panoplie de mesures politiques sans prix du carbone qui aligne les prix de marché des différentes options sur le passage à la neutralité climatique reviendrait à tenter de

redresser un bâtiment sans poser au préalable des fondations solides.

En ce qui concerne l'impact social, je suis bien sûr pleinement consciente que le prix du carbone proprement dit peut, selon les modalités de sa mise en œuvre, avoir un effet négatif en raison de l'incidence relativement plus élevée sur les groupes à faibles revenus.

Mais c'est certainement aussi le cas de la réglementation directe. Ceci est souvent oublié car c'est moins perceptible. Cependant, contrairement à d'autres instruments politiques, un prix du carbone génère également des revenus qui, de mon point de vue, doivent revenir aux citoyens et aux entreprises, ce qui permet de viser un effet redistributif.

Comme je l'ai mentionné déjà à plusieurs reprises, l'impact social de l'introduction d'un prix carbone sera déterminé par les choix en termes d'utilisation des recettes. Je souligne qu'il est prévu que toutes les recettes du prix carbone reviennent vers les citoyens et les PME qui sont couverts par ce système. Dans ce cadre, comme vous le mentionnez, une partie des recettes sera redistribuée via le Fonds social pour le climat, duquel la Belgique recevra 1,66 milliard d'euros. Néanmoins, cela ne représente qu'une partie des recettes. La plupart des recettes iront directement vers les États membres.

Par rapport à l'utilisation de ces recettes, je me réfère à des réponses que j'ai déjà apportées ici en commission, notamment à une question écrite de la députée Daems dans laquelle je détaille les avantages de la proposition du "bonus climat" du gouvernement fédéral, qui vise précisément à compenser voire surcompenser l'impact régressif potentiel du prix carbone sur les publics les plus vulnérables et les PME et à les accompagner dans leur propre transition, en "recyclant" les revenus du prix du carbone vers ces groupes.

Ik maak het concreet. Wat is er anders voor warmtepompen na deze beslissing? Iemand die moet kiezen tussen een warmtepomp of een stookolieketel zal ontdekken dat het doorheen de levensduur van het toestel, als de federale overheid de accijnzen verschuift, financieel niet meer nadeliger is om een warmtepomp te installeren. Daarnaast zal België in 2027 ook over ongeveer 1,5 miljard euro kunnen beschikken uit de nieuwe ETS en het sociaal fonds om in de eerste plaats kwetsbare gezinnen te helpen. Als dat alleen naar warmtepompen gaat, dan zouden we jaarlijks maar liefst 150.000 gezinnen met 10.000 euro kunnen ondersteunen. Dat zal natuurlijk naar veel meer dan alleen warmtepompen gaan, maar het is een cruciale oplossing voor een rechtvaardige transitie: we voorzien in middelen voor diegenen die de investeringen niet zelf kunnen financieren.

Daarom verwachten we een grote daling van de broeikasgasemissies. Koolstofbeprijzing en investeringssteun zijn iets helemaal anders dan de prijsstijgingen op de oliemarkt, waarmee u ze vergelijkt. Bij prijsstijgingen zijn we het geld kwijt aan olie-exporteurs in vaak bedenkelijke regimes. Nu helpt het de gezinnen, is het een vliegwiel voor de groene economie en maken we ons onafhankelijk van die autocratische regimes.

U had een vraag over de implementatie, mijnheer Verduyck. In de schoot van de Nationale Klimaatcommissie zijn vijf werkgroepen opgericht om de implementatie voor te bereiden. We wachten nog op hun eerste verslagen, maar voor verschillende onderdelen zal er werk nodig zijn en mogelijk zelfs nieuwe samenwerkingsakkoorden. Het gaat dan over het schrijven van een plan voor het sociaal klimaatfonds, de oprichting van een unieke CBAM-autoriteit (Carbon Border Adjustment Mechanism), het regelen van de opname van scheepvaart in de EU-ETS of de hele structuur voor de nieuwe ETS, waarbij brandstofleveranciers emissierechten zullen moeten inleveren.

Concernant les dispositions du Green Deal qui pourraient faire l'objet de recours devant les tribunaux, je n'ai pas reçu pour le moment d'informations précises à ce sujet. L'invocation de textes européens par les particuliers devant la Cour de justice de l'Union européenne est impossible, car sa doctrine procédurale est telle qu'elle refuse les requêtes déposées directement par des citoyens, dans la mesure où elle ne leur reconnaît pas l'intérêt à agir et où elle n'accepte que les requêtes des États. De plus, beaucoup de ces mesures doivent encore être transposées ou implémentées en droit interne. C'est donc à ce moment-là, lors de l'exercice de transposition, qu'il sera essentiel de prendre en compte, le cas échéant, les éventuels risques de contentieux.

04.05 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, loin de moi l'idée de ne pas me trouver en adéquation avec votre analyse. Ces mesures sont importantes pour le climat, mais il est plus que nécessaire d'anticiper leur exécution.

Personne, je le dis et le répète, ne devrait être mis sur le côté. En vérité, les défis climatiques sont tout autant sociaux. Je n'oublie pas les changements de comportement que vous avez, du reste, soulignés. Il convient d'en prendre pleinement conscience. Des mesures sociales fortes doivent être prises pour accompagner les ménages au cours de la transition. Je n'ai pas entendu que vous y étiez opposée. En tout cas, ce volet fera l'objet d'une attention et d'efforts soutenus de notre part.

04.06 Greet Daems (PVDA-PTB): Mevrouw de minister, u wilt de inkomsten herverdelen. Dat is op zich progressief en sociaal, maar dat is de theorie. Als we kijken naar de praktijk, worden de inkomsten van de CO₂-taks Europees verdeeld. Vlaanderen zal dat geld aan de industrie geven en enkel het federale stukje zal terugvloeien naar de mensen. Zelfs met die premie zal dat dus regressief en asociaal blijven.

Als u wilt herverdelen, moet u dat doen via een eerlijke fiscaliteit. Al uw beloftes ten spijt blijft die koolstoftaks een asociale en niet-efficiënte maatregel die de meest kwetsbaren het meest raakt, de kosten van de klimaattransitie doorschuift naar de werkende klasse en alternatieven op geen enkele manier betaalbaar maakt. Conclusie, ze jaagt de mensen gewoon op kosten.

We hebben nood aan een switch. Energie, huisvesting en transport zijn hefboomen voor een leefbaar klimaat en die moeten we dus in eigen handen nemen. Mensen zullen zich geen warmtepomp kunnen veroorloven door meer te betalen voor asociale ecotaksen, maar wel als wij hen helpen met massale publieke investeringen. Daar hebben we nood aan. Door zelf te investeren en mensen te helpen, kunnen we én het klimaat redden én de mensen erop vooruit laten gaan. Daar geloven wij heel hard in.

04.07 Kris Verduyckt (Vooruit): Mevrouw de minister, bedankt voor uw toelichting over de implementatie van de Green Deal.

Mevrouw Daems, de belangrijkste doelstelling van de Green Deal is het uitfasen van fossiele brandstoffen. Ik hoor u spreken over de meest kwetsbaren, maar ik zal u eens zeggen wie de meest kwetsbaren zijn. Deze week heeft het Europees Milieuagentschap een studie bekendgemaakt over luchtvervuiling en de impact ervan op onze kinderen. In Europa alleen sterven er elk jaar 1.200 kinderen vroegtijdig omdat hun longcapaciteit achteruitgaat of door luchtwegaandoeningen. Meer dan 10.000 kinderen nemen zulke problemen mee in hun gezondheid. De redenen zijn bekend: de uitstoot van het wegverkeer, de verbranding van steenkool en industriële emissies. Het gaat om de meest kwetsbare mensen. Dat er iets moet gebeuren, is dus overduidelijk. Wij moeten absoluut af van die fossiele brandstoffen. De aangekondigde maatregelen zullen ook daarop een impact hebben. Uw voorstellen daarentegen zullen dat onvoldoende doen.

Mevrouw Daems, ik ben het met u eens dat er ondertussen ook klimaatbeleid gevoerd moet worden. Ik wil u aansporen om daarop in te zetten. Vuur dat aan, zorg ervoor dat de gewesten hun verantwoordelijkheid nemen, bijvoorbeeld door te zorgen voor de isolatie van woningen en het inzetten op openbaar vervoer, in plaats van u af te zetten tegen overheden of bestuursniveaus die wel hun verantwoordelijkheid opnemen als het over klimaatbeleid gaat.

Vandaag vond in het Europees Parlement een stemming plaats over CBAM, een onderdeel van de Green Deal. Vierentwintig lidstaten hebben voor gestemd, al zullen die zich volgens u allemaal vergissen. Polen heeft tegengestemd, Bulgarije heeft zich onthouden. België moest zich eveneens onthouden vanwege de opstelling van Vlaanderen. Dat is dus de antiklimaatcoalitie: Polen, Bulgarije, Vlaanderen en de PVDA. Ik zou daar geen deel van willen uitmaken.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Question de Sophie Rohonyi à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La pollution de l'air extérieur" (55035266C)

05 Vraag van Sophie Rohonyi aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De vervuiling van de buitenlucht" (55035266C)

05.01 Sophie Rohonyi (DéFI): Madame la présidente, madame la ministre, on estime aujourd'hui que chaque année, 9 000 personnes décèdent prématurément à cause de la pollution de l'air en Belgique. C'est un constat qui ressort d'une étude réalisée par l'Université Monash, en Australie, qui rappelait ainsi que seulement 0,001 % de la population mondiale est exposée à un air non pollué par des particules fines.

Pas plus tard qu'hier - je me devais d'actualiser ma question - c'était au tour de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) d'objectiver l'impact de la pollution atmosphérique, due au trafic routier, au chauffage ou encore à l'industrie, sur la santé des Européens et en particulier des enfants.

Ce rapport explique que les enfants sont en effet plus vulnérables face à cette pollution, parce que leurs organes et leur système immunitaire sont moins développés, parce qu'ils respirent plus par la bouche et sont plus proches du sol et donc des pots d'échappement, ou encore parce que les enfants passent plus de temps à l'extérieur que les adultes et ont donc également plus d'activités physiques.

Sur le long terme, ce sont particulièrement les particules fines qui préoccupent et, sur le court terme, on s'inquiète surtout de l'impact du dioxyde d'azote.

Si des efforts ont bien évidemment été fournis en Belgique par rapport à ce problème, en particulier à Bruxelles où la pollution est la plus importante, on continue malgré tout aujourd'hui en Belgique de perdre en moyenne deux ans d'espérance de vie en raison de la pollution de l'air, contre un an autrefois. L'AEE relève d'ailleurs que toutes les grandes villes belges (Bruxelles, Anvers, Liège, Charleroi, Gand et Mons) dépassent aujourd'hui le niveau de 5 g/m³ en particules fines fixé par l'OMS.

Si ce rapport est récent, cela fait longtemps que je me préoccupe de l'impact de la pollution de l'air sur notre santé, raison pour laquelle j'ai interrogé à ce sujet le ministre de la Santé publique. La dernière fois, c'était en date du 14 mars dernier. Il m'a renvoyée vers vous, madame la ministre, pour ce qui concerne la question de la pollution de l'air extérieur et des actions qui méritent d'être entreprises pour la faire diminuer.

Madame la ministre, aviez-vous connaissance de ces chiffres? Les confirmez-vous? Quel est votre état des lieux, votre grille de lecture sur le sujet? Quel suivi comptez-vous y apporter?

Quelles sont les mesures prises sur le territoire belge pour améliorer la qualité de l'air extérieur? Plaidez-vous par exemple pour une généralisation des zones de basses émissions, comme plaidé par l'AEE dans son tout récent rapport? Des discussions sont-elles en cours pour de nouvelles actions? Si oui, lesquelles et avec qui?

Outre les conséquences désastreuses sur la santé, disposez-vous d'autres données en ce qui concerne d'autres conséquences de cette pollution de l'air? Je vous remercie.

05.02 Zakia Khattabi, ministre: Madame Rohonyi, les chiffres de l'étude australienne confirment l'impact sur la santé que nous observons lors des pics de pollution hivernaux et estivaux à l'échelle de la Belgique. Il n'est cependant pas possible de distinguer les effets de la pollution des particules fines et des oxydes d'azote en hiver conjugués à ceux de la grippe saisonnière ou, en été, de distinguer les effets concomitants de l'ozone de ceux de fortes chaleurs. Dans les deux cas, on constate une synergie des effets de l'un aggravant les effets de l'autre. En revanche, cette distinction est possible à une échelle statistique supérieure - celle de l'Union ou mieux, mondiale, comme l'étude australienne que vous citez.

À ces échelles globales, les quantifications d'impact par polluant sont possibles et il est également envisageable d'en déduire des seuils de pollution sans conséquence sur la santé. Grâce à ces seuils, il est concevable d'évaluer l'exposition de la population sur la base de la surveillance en continu de la qualité de l'air supérieure, comme c'est le cas en Europe.

Les conclusions que vous citez rejoignent les estimations de l'OMS et sont reprises dans le rapport 2022 sur la qualité de l'air de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), auquel vous faites également référence. L'AEE indique en effet que 96 % de la population urbaine reste exposée à des concentrations en particules fines qui sont supérieures aux valeurs qui n'ont pas d'effet néfaste sur la santé ou le zéro pollution. Ce constat soutient la nécessité de poursuivre les efforts et est un élément essentiel dans le cadre de la révision en cours de la directive "Qualité de l'air".

En Europe, la surveillance de la qualité de l'air est encadrée par la directive 2008/50 de l'UE. Sa mise en œuvre, la collecte des données récoltées, les limitations d'émission des installations industrielles et, plus largement, les permis d'environnement, l'homologation des véhicules relèvent de la compétence des Régions. L'autorité fédérale, quant à elle, est responsable des normes de produits dans le contexte du marché unique européen et, accessoirement, de certains aspects de la fiscalité, par exemple l'usage privé de véhicules de société, les investissements dans l'électrification des flottes d'entreprise ou encore certains aspects de la mobilité tels que le transport ferroviaire.

La répartition des efforts est assurée par des accords de coopération relatifs aux engagements internationaux (relatifs notamment au protocole de Göteborg) ou européens (relatifs à la directive NEC sur les engagements de réduction d'émissions 2016/2284).

En ma qualité de ministre fédéral de l'Environnement, mes compétences portent sur la mise en œuvre de la directive Conception 2022 ou la mise en œuvre des législations relatives aux moteurs d'engins mobiles non routiers. En particulier, il s'agira de négocier au niveau européen un effort suffisant pour permettre à la Belgique de respecter ces plafonds. Les échanges d'informations, le positionnement de la coopération interfédérale sont assurés dans le cadre du CCPIE.

La surveillance de l'environnement étant exclusivement une compétence régionale, c'est via la Cellule Interrégionale de l'Environnement (CELINE) que sont compilées les données de mesure de la qualité de l'air, ensuite transmises à l'Agence européenne pour l'environnement (AEE).

Il n'y a cependant pas de mesure systématique de l'impact sur l'environnement comme il en existe pour la santé, par exemple. Mais l'excès d'azote atmosphérique contribue à l'eutrophisation des rivières, les particules fines obscurcissent le ciel et donc diminuent la photosynthèse. Ces phénomènes sont connus depuis les années 60.

Les impacts de la pollution peuvent donc être modélisés et associés aux modélisations sur la santé pour évaluer les coûts-bénéfices pour l'environnement ainsi que des mesures effectives lors des révisions des directives et règlements européens.

05.03 **Sophie Rohonyi** (DéFI): Madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Fort heureusement, vous l'avez dit, on dispose aujourd'hui d'études suffisamment claires quant à l'impact de cette pollution sur notre santé et même par polluant, comme vous le dites. Je pense que ces données doivent absolument nous aider dans l'élaboration de mesures qui se doivent d'être efficaces. Plus on aura de données, plus efficaces seront les mesures que nous serons à même de prendre.

Le problème, c'est que pour cela, il faut se mettre d'accord. Comme l'illustre très justement votre réponse, la répartition des compétences dans notre beau pays ne nous y aide pas toujours. Vous citez par exemple la directive européenne sur la qualité de l'air; je pense qu'il y a aussi d'autres niveaux de pouvoir qui doivent prendre leurs responsabilités et on doit absolument le voir non pas comme un coût mais comme un investissement pour nos générations futures.

On parlait de l'impact de cette pollution sur les enfants mais aussi sur notre planète et notre système de soins de santé. C'est d'ailleurs pour cela que j'avais été assez frustrée de voir que notre ministre de la Santé ne soit pas en mesure de me répondre, parce que les conséquences sur notre système de soins de santé sont directes.

À défaut de mesures suffisantes pour diminuer cet impact de la pollution de l'air, les conséquences sur la santé de ces enfants seront gravissimes une fois ceux-ci parvenus à l'âge adulte: des maladies cardiovasculaires, des maladies respiratoires graves, des problèmes de santé mentale...

J'ose donc espérer que l'ensemble des niveaux de pouvoir de même que l'ensemble des ministres au sein d'un même gouvernement seront à même de prendre ce problème à bras-le-corps.

Je vous remercie et vous souhaite beaucoup de courage.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 Question de Daniel Senesael à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La préparation de la COP28" (55036204C)

06 Vraag van Daniel Senesael aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De voorbereiding van de COP28" (55036204C)

06.01 Daniel Senesael (PS): Madame la présidente, madame la ministre, le dernier rapport du GIEC nous impose plus que jamais une action globale pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 et 2 degrés: un défi immense.

Ces dernières semaines plusieurs réunions se sont tenues au niveau international pour préparer la prochaine conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra fin 2023.

Les 20 et 21 mars dernier, une telle réunion à laquelle vous avez participé, me semble-t-il, s'est tenue à Copenhague pour évaluer l'accord de la COP 27 et définir une ambition commune pour la COP 28. Un peu plus tôt, le 9 mars, les pays de l'Union européenne se sont engagés à défendre l'élimination progressive à l'échelle mondiale des combustibles fossiles tels que définis par le GIEC.

Madame la ministre, pouvons-nous avoir votre retour sur les différentes réunions internationales préparatoires à la COP 28? Pouvons-nous en apprendre davantage sur votre participation à ces événements ainsi que sur la position défendue par notre pays?

Quelles conclusions ont-elles été tirées de la dernière COP? Dans quelle mesure les recommandations du dernier rapport du GIEC ont-elles été prises en considération dans ce cadre? Ces éléments ont-ils été abordés avec des pays extra-européens? Ces réunions laissent-elles déjà entrevoir de réelles avancées d'ici la fin de l'année? La déclaration du Conseil européen du 9 mars dernier a-t-elle été suivie de contacts avec d'autres pays en vue de la prochaine conférence des parties? Enfin, pouvez-vous nous informer au sujet du calendrier des rencontres à venir d'ici la tenue de la COP 28?

06.02 Zakia Khattabi, ministre: Monsieur Senesael, vous avez raison de souligner le fait que les négociations internationales sur le climat ne se limitent pas à ces conférences annuelles. Il s'agit d'un processus continu et d'un enjeu qui est lié à d'autres thématiques figurant à l'agenda politique international.

Cette année, les pourparlers post COP 27 ont repris avec une réunion ministérielle, comme vous l'avez souligné, organisée par le Danemark à Copenhague les 20 et 21 mars dernier en coopération avec l'Égypte qui a assuré la présidence de la COP 27 et les Émirats arabes unis qui assureront la présidence de la COP 28.

L'ordre du jour prévoyait un premier échange de vues sur les questions-clés qui seront discutées lors de la COP 28 à la fin de l'année: l'atténuation, l'adaptation, les pertes et dommages ainsi que le financement international du climat.

Dans la mesure où le *global stocktake* ou, autrement dit, l'inventaire mondial sera le sujet le plus important de la COP 28, une discussion a aussi eu lieu à ce sujet afin de savoir comment cet exercice peut contribuer à guider la préparation des prochains plans climat nationaux.

J'ai eu l'honneur d'animer une discussion ministérielle sur l'atténuation et de participer aux autres discussions. Comme d'autres ministres européens, mes interventions ont été guidées par la position européenne, notamment celle inscrite dans les conclusions du Conseil sur la diplomatie en matière de climat et d'énergie auxquelles vous faites référence.

Ce n'est un secret pour personne. L'Union européenne attendait davantage de la COP27, notamment en termes de signal politique visant à maintenir l'objectif de 1,5 °C à portée de main, ce qui implique de faire en sorte que les émissions mondiales atteignent leur maximum dès que possible, et d'ici 2025 au plus tard, et qu'une transition vers un système énergétique exempt de combustibles fossiles, sans capture du carbone, soit amorcée. De même, les besoins en matière d'adaptation sont déjà présents, particulièrement pour les plus vulnérables, et ne vont faire que s'accroître avec chaque augmentation du réchauffement climatique. Les discussions sur l'adaptation doivent donc impérativement être conjointes à celles sur l'atténuation, dans une approche globale.

Le rapport de synthèse du sixième cycle d'évaluation du GIEC a été publié lors de la réunion qui se tenait à Copenhague. De manière générale, je peux vous assurer que les rapports du GIEC constituent la référence scientifique la plus importante pour déterminer la position européenne. L'Union européenne s'efforce de faire reconnaître les rapports du GIEC dans les négociations multilatérales sur le climat afin que ceux-ci les orientent, comme le font une majorité de pays. Comme vous le savez, le niveau global d'ambition des plans climatiques nationaux reste toutefois bien en deçà de ce que la science impose, d'où la grande importance de l'inventaire mondial lors de la COP28.

Comme d'habitude, le climat sera à l'ordre du jour de nombreuses réunions politiques internationales telles que le G7 et le G20. Lors d'une récente réunion des ministres du Climat, de l'Énergie et de l'Environnement du G7, par exemple, un accord a été conclu pour accélérer l'élimination progressive des combustibles fossiles sans capture du carbone dans le cadre d'un effort mondial. La semaine dernière s'est tenu le Forum des économies majeures organisé par les États-Unis. Le climat était également à l'ordre du jour des réunions annuelles de printemps des institutions financières internationales.

Les semaines à venir comprennent le Dialogue de Petersberg organisé par l'Allemagne début mai, le Sommet de la finance organisé par le président Macron en juin où le financement du climat occupera également une place importante dans l'ordre du jour, la réunion ministérielle sur l'action pour le climat organisée par la Commission en juillet à Bruxelles, le Sommet de l'action pour le climat organisé par le Secrétaire général de l'ONU en septembre 2023 et le sommet organisé par l'Espagne et l'Agence internationale de l'énergie début octobre qui abordera la question essentielle de la transition nécessaire de nos sources énergétiques.

Il y aura encore, les deux premières semaines de juin, des négociations techniques lors d'une session des organes subsidiaires de la Convention sur le climat et, à l'automne, la pré-COP où un groupe de ministres explorera les zones d'atterrissage politiques pour la COP28.

Permettez-moi également d'ajouter, par souci de clarté, qu'en tant qu'un des plus petits États membres de l'Union européenne, la Belgique ne sera pas invitée à toutes les réunions ministérielles que je viens de citer.

06.03 Daniel Senesael (PS): Madame la présidente, madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse très complète.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Question de Daniel Senesael à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La circulation de pesticides dangereux en Belgique" (55036206C)

07 Vraag van Daniel Senesael aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "Het gebruik van gevaarlijke pesticiden in België" (55036206C)

07.01 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, le mois dernier, les ONG Nature & Progrès et Pesticide Action Network Europe (PAN Europe) publiaient conjointement un nouveau rapport concernant l'utilisation de pesticides toxiques dans notre pays.

Dans leur rapport intitulé "La Belgique, le royaume des pesticides", les associations indiquent cette fois que 26 % des autorisations de pesticides octroyées dans notre pays concernent des produits potentiellement cancérigènes, toxiques pour la reproduction, nocifs pour les nourrissons, ou ayant des effets perturbateurs endocriniens. De plus, selon leur étude, 300 pesticides dangereux sont actuellement toujours autorisés dans notre pays, dont 90 % devraient être substitués par d'autres au regard de la législation européenne, qui n'est pas respectée par la Belgique.

Ce rapport forme donc une nouvelle alerte pour notre pays qui délivrerait encore régulièrement des dérogations pour des pesticides interdits au niveau européen. Nous serions par ailleurs le huitième pays européen à fournir le plus de dérogations pour ces pesticides interdits en Europe, selon PAN Europe.

Si les associations dénoncent ces faits, elles développent également une série de recommandations pour pallier ce défaut dans l'utilisation de pesticides. D'abord, elles proposent, notamment, d'appliquer strictement la législation européenne en vigueur sur le sujet, d'interdire les dérogations d'urgence octroyées, d'évaluer plus rigoureusement de manière scientifique et légale les demandes de dérogations, d'adopter un plan fédéral d'élimination progressive des pesticides préoccupants et d'augmenter les financements de la recherche dans les alternatives non chimiques.

Madame la ministre, quel retour pouvez-vous nous fournir quant à la publication de ce rapport et aux recommandations qu'il contient? Quelle est votre position au sujet des dérogations octroyées pour l'utilisation de certains pesticides et insecticides? Des réponses concrètes sont-elles envisagées? Suite à une précédente question sur le sujet, vous indiquiez plancher sur un plan d'action national 2023-2027 de réduction des pesticides. Pouvez-vous nous donner de plus amples détails concernant celui-ci, ainsi que sur l'agenda prévu à son égard?

07.02 Zakia Khattabi, ministre: Monsieur Senesael, permettez-moi d'abord de commencer par rappeler que ce sont mes collègues le ministre de la Santé, M. Frank Vandenbroucke, et le ministre en charge de l'Agriculture, M. David Clarinval qui sont responsables des dérogations délivrées pour les produits phytopharmaceutiques en Belgique. Je vous invite dès lors aussi à vous adresser à eux.

J'ai bien pris, quant à moi, connaissance des conclusions du rapport des ONG Nature & Progrès et Pesticide Action Network Europe. J'ai demandé à mes collègues Vandenbroucke et Clarinval d'être informée du suivi qui sera donné à ces révélations et de faire toute la lumière dans ce dossier.

Dans la continuité de mes précédentes interventions, à mon avis sans surprise pour vous, au sujet de la politique matière de produits chimiques, je porte l'ambition d'un environnement exempt de substances toxiques et la nécessité de transitionner vers des produits chimiques qui sont sûrs et durables dès leur conception. L'usage des substances toxiques devrait être autorisé uniquement pour les usages considérés essentiels et tant qu'il n'existe pas d'alternative plus sûre pour l'environnement et la santé. À cet égard, comme mentionné lors d'une de mes précédentes réponses, en collaboration avec mon collègue le ministre Pierre-Yves Dermagne et dans le cadre des fonds européens pour la relance, nous allons financer des études et des projets qui visent la substitution de substances chimiques préoccupantes.

En ce qui concerne le Plan d'Action National de Réduction des Pesticides, et plus particulièrement l'arrêté royal sur le plan fédéral de réduction des produits phytopharmaceutiques (PFRP) pour la période 2023-2027, celui-ci a fait l'objet d'un travail intense au cours des derniers mois par le comité stratégique du PFRP. Ce comité est composé de plusieurs experts du SPF Santé, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement et de conseillers des quatre ministres fédéraux compétents, à savoir les

conseillers du ministre en charge de l'Agriculture, de la Santé publique, de l'Économie et du Travail et de moi-même. Le projet de plan a été adapté pour tenir compte des commentaires de la consultation publique.

Au sein du comité stratégique, un accord a finalement été trouvé sur toutes les actions et les ressources budgétaires nécessaires pour mettre en œuvre ces actions du projet de PFRP 2023-2027. Pour la préparation et le suivi des actions du projet de plan, la direction générale des Animaux, Végétaux et Alimentation au sein du SPF Santé publique doit être renforcée par deux experts supplémentaires.

Le ministre de l'Agriculture a été soutenu et chargé par le comité stratégique de trouver des ressources pour ces deux experts supplémentaires. L'administration a soumis le dossier de l'arrêté royal au cabinet du ministre Clarinval, qui présentera bientôt ce dossier au Conseil des ministres.

07.03 Daniel Senesaël (PS): Madame la ministre, je vous remercie de votre réponse.

Le moins que l'on puisse dire est que vous maintenez de la continuité dans votre détermination – ce qui est tout à votre honneur. Bien évidemment, ces problèmes de dérogation me chipotent quelque peu, comme déjà indiqué. Par conséquent, je ne manquerai pas de me tourner vers les ministres de la Santé publique et de l'Agriculture ni d'appuyer le recrutement de ces deux experts supplémentaires.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 Samengevoegde vragen van

- Kim Buyst aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "Het Nationaal Energie- en Klimaatplan" (55036227C)

- Greet Daems aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "Het Nationaal Energie- en Klimaatplan" (55036228C)

08 Questions jointes de

- Kim Buyst à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "Le Plan national Énergie-Climat" (55036227C)

- Greet Daems à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "Le Plan national Énergie-Climat" (55036228C)

08.01 Kim Buyst (Ecolo-Groen): Pas vorige week heeft de Klimaatcoalitie in het federale Parlement een gedachtewisseling georganiseerd, waarin door verschillende organisaties gevraagd werd welk klimaat- en energiebeleid ons land zal voeren. Ook uw kabinet was daar aanwezig. Enkel het kabinet van Vlaams klimaatminister mevrouw Demir was heel afwezig, wat een bewijs is van de manier waarop men in Vlaanderen het klimaatbeleid vorm wil geven.

Uw kabinet gaf toen aan dat het niet evident was en dat er, zeker op dat moment, nog onderhandelingen bezig waren over het plan dat de federale regering naar voren wil schuiven. Vrijdag kregen we het bericht dat het federale luik goedgekeurd werd door de regering. U hebt dat op een andere manier aangepakt dan uw voorgangers. U hebt er immers voor gezorgd dat de stem van experten, van hen die dagdagelijks met klimaatbeleid te maken krijgen, gehoord werd in de klimaattafels. U hebt die klimaattafels georganiseerd en u hebt nadien gewerkt aan een klimaatplan dat u vorige week vrijdag aan de regering hebt voorgelegd. Daar gaan ook mijn vragen over.

Welke belangrijke aanbevelingen vanuit de klimaattafels zijn meegenomen in het plan dat nu op tafel ligt?

Wat zijn de volgende stappen om te komen tot een geïntegreerd plan? België moet op 30 juni een geïntegreerd plan naar de Europese Commissie sturen.

Hoe zult u verder aan de slag gaan met de klimaattafels, een heel nobel initiatief dat u gestart hebt?

08.02 Greet Daems (PVDA-PTB): Mevrouw de minister, afgelopen vrijdag keurde de ministerraad het federale energie- en klimaatplan goed. Ik heb daarover de volgende vragen.

Welke nieuwe maatregelen zitten er in het federale energie- en klimaatplan? Hoeveel bijkomende investeringen zullen er worden gedaan?

Op hoeveel emissiereductie mikt de federale overheid tegen 2030? Hoe worden de klimaatdoelstellingen voor het federale niveau bepaald, aangezien er nog geen overeenkomst is met de gewesten over wie hoeveel reduceert, de zogenaamde *burden sharing*?

U zegt dat een rechtvaardige transitie centraal staat in het federaal energie- en klimaatplan. Kunt u dat ook concreet maken? Welke maatregelen zult u nemen?

Kunt u ons dat plan ook bezorgen? Wij willen dat graag bestuderen.

La **présidente**: Madame la ministre, avant de vous donner la parole, je rappelle que nous avons convenu ici-même ce matin d'avoir un débat parlementaire plus large car il s'agit d'un dossier important qui mérite mieux que vos cinq minutes de réponse aujourd'hui. Nous vous écoutons avec attention.

08.03 Minister **Zakia Khattabi**: Geachte leden, laat mij vooreerst beklemtonen dat ik blij ben dat we de intern-Belgische deadline hebben gehaald. Dat is niet alleen de verdienste van de administraties Energie en Klimaat, het team van minister Van der Straeten en mijn team. In het kader van de klimaatgovernance hebben namelijk alle bevoegde ministers, staatssecretarissen en hun administraties collegiaal samengewerkt om de deadline te halen. Het is gelukt. Wij zijn de tweede overheid in België die haar ontwerp van update tijdig kan voorleggen.

Ik zal op uw meer specifieke vragen enkel antwoorden vanuit mijn klimaatbevoegdheid. Voor Energie kunt u het best vragen stellen aan minister Van der Straeten.

Een eerste vaststelling is dat het werk niet af is. Alle passages waarrond wij in de komende weken of maanden een regeringsbeslissing verwachten, staan nog niet in de tekst. We hebben er wel al teksten voor, maar willen die op punt stellen, zodra de beslissing er is. Het gaat dan over de fiscale hervorming of alle dossiers die eraan gelinkt zijn en over maatregelen rond investeringen of het verankeren van de klimaatgovernance met een federale klimaatwet. We hopen dus het ontwerp in de komende weken nog te versterken voor de deadline van het nationaal plan, maar we hebben ervoor gekozen om de andere overheden niet op ons te laten wachten en alvast 95 % van de benodigde informatie aan te leveren.

De doelstellingen zijn die waarmee ik de meer dan 55 % reducties tegen 2030 federaal heb verankerd. De belangrijkste daarvan zijn de cumulatieve emissiereducties van 118 miljoen ton in het non-ETS tot 2030, plus 25 miljoen ton extra. Met de recente beslissingen in het kader van Fit for 55 hebben wij opnieuw een belangrijke stap gezet naar die 25 miljoen ton, want de koolstofbeprijzing van non-ETS-brandstoffen vanaf 2027 zal tot 2030 in ons land voor 10 tot 15 miljoen ton bijkomende emissiereducties zorgen. Dat zijn voorlopige cijfers van de administratie, die nog verder worden geverifieerd. Omgekeerd figureert de klimaatbonus nog steeds in het plan: ik wil dat de meer dan 1 miljard euro aan inkomsten voor België uit het nieuwe ETS jaarlijks terugvloeien naar onder andere de gezinnen om een progressief inkomenseffect teweeg te brengen.

Zoals al gezegd, verwacht ik nog belangrijke maatregelen uit de fiscale hervorming, maar zaken die nu al aangescherpt zijn in het plan, zijn onder andere de uitfasering van stookolieketels, personenwagens en vrachtwagens op fossiele brandstoffen. We mikken respectievelijk op 2027, de datum van de gewesten voor personenwagens, en 2040 voor emissievrije vrachtwagens. Zoals u weet, is ook het gebruik van de eerste generatie biobrandstoffen fors naar beneden bijgesteld. Daarnaast is de diepgang in tal van maatregelen van mobiliteit of de gebouwenrenovaties vergroot.

Rond de rechtvaardige transitie hebben we twee belangrijke kapstukken aangebracht. De rechtvaardige transitie wordt erkend als een leidend principe. Ook de doelstelling is door de hele regering aanvaard om, ik citeer, "een rechtvaardige transitie te garanderen met alle actoren van het beleid en stakeholders, ondersteund door een analyse van een rechtvaardige verdeling van de lusten en lasten van de transitie naar een klimaatneutrale maatschappij en gericht op het identificeren van beleids pistes."

Naast de al door u gekende werkzaamheden van mij rond de rechtvaardige transitie, betekent dit dat

het concept moet doorwerken op de verdelingsvraagstukken die onlosmakelijk samenhangen met het klimaatbeleid. Opnieuw, de klimaatbonus is voor mij daarvan een goed voorbeeld. Zoals ik al vaak heb gezegd, geldt het volgende: aangezien de hogere inkomens het meest vervuilen, zal een belasting op vervuiling progressief zijn als we de opbrengsten gericht inzetten op de laagste inkomensdecielen. Precies dat sta ik voor, zowel op Europees niveau als binnen België.

De uitkomst van de klimaattafels is opgenomen in het plan. Daarover ben ik zeer tevreden. Het was, net als het correct kaderen van de uitdaging als een klimaaturgentie, niet evident om dat voor elkaar te krijgen.

Een belangrijke aanbeveling van de klimaattafels was de verankering van de verbeterde governance met een wet, het transparant maken van de financieringsbehoeften van de transitie en het uittrekken van voldoende middelen voor het federale klimaatbeleid.

Voor al die zaken is het glas halfvol. We hebben binnen de klimaatgovernance al een transparante opvolging van de stand van elke maatregel en zijn financiering, maar ik maak er geen geheim van dat ik mijn coalitiepartners tracht te overtuigen van de meerwaarde van een wettelijke verankering. Dat is een debat waarvoor we de komende weken meer tijd zullen hebben, nu de 200 pagina's met concreet beleid op de Belgische tafel liggen.

08.04 Kim Buyst (Ecolo-Groen): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Het is duidelijk dat u heel goed beseft dat de strijd tegen klimaatverandering de belangrijkste strijd is die we de komende jaren zullen moeten voeren. De klimaatverandering zorgt voor ongelooflijk veel extreme weersomstandigheden, waardoor mensen dakloos worden, gewond raken en zelfs sterven. Dan is het goed dat er een plan van 200 pagina's voorligt. We hebben dat ook gehoord van de voorzitter en hebben vanmorgen beslist om daarover een iets uitgebreidere gedachtewisseling met u en uw administratie te hebben. Dat kan interessant zijn.

In uw antwoord vallen mij een aantal zaken op. U hamert op rechtvaardigheid. We zullen inkomsten halen bij hen die vervuilen en zullen die gericht inzetten voor de meest kwetsbaren. Dat is voor mij de definitie van een rechtvaardig klimaatbeleid. Het is goed dat u in uw antwoord benadrukt dat dit de manier is waarop deze federale regering beleid wil voeren. Het siert u als minister ook dat u niet benoemt dat het heel moeilijk is om in België een klimaatbeleid te voeren wanneer een regio constant op de rem staat als het gaat over concreet klimaatbeleid. Het is goed dat u aan de onderhandelingstafel blijft proberen te onderhandelen over het Nationaal Energie- en Klimaatplan, maar ik maak van de gelegenheid gebruik om Vlaanderen opnieuw op te roepen om net als het federale niveau een duidelijk klimaatbeleid te voeren, een plan op te stellen en ervoor te zorgen dat wij ons niet moeten schamen wanneer wij dat plan indienen bij de Europese Commissie.

08.05 Greet Daems (PVDA-PTB): Mevrouw de voorzitter, heb ik het goed begrepen dat u daarnet voorstelde om hierover nog een gedachtewisseling te organiseren op een later tijdstip?

De **voorzitter**: Inderdaad.

08.06 Greet Daems (PVDA-PTB): Dan dank ik de minister voor de eerste elementen die ze hierover verteld heeft. We zullen de bespreking dan houden voor een later tijdstip.

La **présidente**: Nous n'avons pas encore la date car la proposition a été faite ce matin en commission. Nous avons demandé que ce soit fait avant que le plan soit envoyé au niveau européen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 Vraag van Kris Verduyckt aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De nieuwe Euro 7-norm" (55036247C)

09 Question de Kris Verduyckt à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La nouvelle norme Euro 7" (55036247C)

09.01 **Kris Verduyckt** (Vooruit): Mevrouw de minister, hier komen een aantal vandaag besproken dingen samen, zoals de studie over de luchtvervuiling van het Europees Milieuagentschap. We hebben het ook gehad over Europees beleid. We hebben het uitgebreid gehad over de Green Deal, waarbij we fossiele brandstoffen willen uitfaseren. Ondertussen werkt Europa ook aan een nieuwe en strenge uitstootnorm voor auto's, bestelwagens, bussen en vrachtwagens. Daarstraks werd gezegd dat ik tegen bindende normen zou zijn, maar dat is zeker niet zo: ze zijn absoluut nodig, maar niet voldoende. Wel is het belangrijk te weten wat ons land denkt over de nieuwe norm, euro 7. Het voorstel dateert immers alweer van november 2022.

Wat is de stand van zaken in dat dossier? Kunt u het voorstel nog eens toelichten? Wat is het verschil tussen euro 6 en euro 7? Welk standpunt zal ons land innemen? Wat is de mogelijke impact op ons land?

09.02 Minister **Zakia Khattabi**: Mijnheer Verduyckt, momenteel is dit dossier in de discussiefase in de werkgroep Technical Harmonisation met de experts van de andere lidstaten. De datum van invoering staat nog niet vast en is momenteel nog een punt van discussie. Een akkoord wordt verwacht dit najaar. Het akkoord kan ten vroegste in de zomer van 2024 goedgekeurd kunnen worden door het Europees Parlement en de raden.

Het voorstel is bedoeld om de huidige euro-emissienormen minder complex te maken, actuele grenswaarden te bieden voor alle relevante luchtverontreinigende stoffen en de controle op emissies in de praktijk te verbeteren. De euro 7-norm brengt de emissiegrenswaarden voor alle motorvoertuigen, bestelwagens, bussen en vrachtwagens onder één stelregel. De grenswaarden voor *heavy duty vehicles* worden aangescherpt.

Er wordt ook een onderscheid gemaakt tussen warme en koude emissies.

De grenswaarden voor dieselauto's en bestelwagens worden gelijkgesteld aan de grenswaarden van benzinevoertuigen. Die blijven gelijk aan de Euro 6-grenswaarden van benzine voertuigen.

Er worden daarenboven grenswaarden voor deeltjesemissies van remmen en banden en minimumprestatie-eisen voor de duurzaamheid van batterijen geïntroduceerd.

De *real driving emissions*-randvoorwaarden worden ook uitgebreid, bijvoorbeeld naar temperaturen tot 45°C en korte ritten die kenmerkend zijn voor woon-werkverkeer.

Bijkomende Euro 7-opties zoals Euro 7+ voor voertuigen die 20 % minder uitstoten dan de vastgelegde Euro 7-grenswaarden worden eveneens ingevoerd. Er is in het initiële voorstel ook sprake van Euro 7A voor voertuigen met *adaptive control functions* en Euro 7G voor voertuigen uitgerust met *geofencing technology*, waarbij enkel *zero-emission driving* kan worden toegelaten binnen bepaalde zones.

De Commissie heeft berekend dat Euro 7 in 2035 de totale NOx-uitstoot van auto's en bestelwagens met 35 % zal doen dalen ten opzichte van Euro 6, en met 56 % ten opzichte van Euro 6 voor bussen en vrachtwagens. Tegelijkertijd zullen de deeltjes uit de uitlaat van auto's en bestelwagens met 13 % en van bussen en vrachtwagens met 39 % dalen, terwijl de deeltjes uit de remmen van een auto met 27 % zullen dalen. De totale baten van Euro 7 werden berekend op 145 miljard euro tot 2050.

Momenteel zijn er discussies over de positie van België in dit dossier. Op dit moment hebben we nog geen officieel standpunt.

Er is ook geen specifieke impactanalyse uitgevoerd voor België. Er wordt gesteld dat Euro 7 een positieve impact zal hebben op de luchtkwaliteit in onze steden. Dat is belangrijk, want er loopt een inbreukprocedure tegen ons land vanwege de aanhoudende schendingen van de in de richtlijn

vastgestelde NO₂-grenswaarde.

De auto-industrie blijft een belangrijke werkgever in België. Er zij evenwel op gewezen dat de in België actieve fabrikanten een strategie volgen die steeds meer gericht is op elektrificatie.

De Commissie heeft berekend dat de kosten voor fabrikanten beperkt en gradueel zouden zijn. Voor de consument blijven die kosten ook beperkt. De Commissie raamt de kosten op 100 tot 150 euro per voertuig.

Momenteel heeft de federale regering nog geen standpunt bereikt in dit dossier.

09.03 Kris Verduyckt (Vooruit): Mevrouw de minister, bedankt voor uw informatie en de cijfers die u gegeven hebt.

Zeker vanuit het oogpunt van de studie die we eerder vandaag besproken hebben, wil ik vragen dat u probeert om op zijn minst de federale regering al een standpunt te laten innemen. Ik weet dat er nog andere regeringen zijn in ons land, maar u bent lid van de federale regering en daar hebt u impact op.

Ik begrijp dat de auto-industrie een belangrijke werkgever is, maar er is meer in het leven dan dat alleen. De gezondheid van kinderen en ons leefmilieu is ook heel belangrijk, maar daarvan hoeft ik u niet te overtuigen, denk ik.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.17 uur.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 17.